

Bonoli L., Berger J.-L., Lamamra N. (dir.), 2018, *Enjeux de la formation professionnelle en Suisse, Le « modèle » suisse sous la loupe*, Zürich (Suisse), Seismo, 375 p., 39 €

Anne-Sophie Delval

DANS **AGORA DÉBATS/JEUNESSES 2020/1 N° 84**, PAGES 127 À 128
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1268-5666

ISBN 978272466253

DOI 10.3917/agora.o84.o125a

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-agora-debats-jeunes-2020-1-page-127?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Lectures

Comptes
rendus **126**

138
Parutions
Livres
Revue
Dossiers, rapports
et synthèses en ligne

Comptes rendus



BONOLI L., BERGER J.-L., LAMAMRA N. (dir.), 2018, *Enjeux de la formation professionnelle en Suisse, Le « modèle » suisse sous la loupe*, Zürich (Suisse), Seismo, 375 p., 39 €.

Le système de formation professionnelle suisse est cité en exemple dans les médias, en tant qu'outil de facilitation de l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. Il est vrai qu'en comparaison internationale, le taux de chômage des 15-24 ans y est parmi les plus bas de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'élevant à 8,1 % en 2018, alors qu'il avoisinait les 22,3 % en France. De plus, près de 60 % des jeunes en Suisse intègrent un cursus professionnel à la fin de leur scolarité obligatoire. L'apprentissage – en formation duale – est un cursus répandu, bien moins stigmatisé que dans d'autres pays. Ce système éducatif professionnel est alors fréquemment présenté comme une référence, au point qu'en 2015, la Suisse a signé une « déclaration d'intention » avec les États-Unis, afin de favoriser les échanges en matière de formation professionnelle entre les deux pays. Le « modèle » helvétique apparaît pourtant aux auteurs comme « une fiction nationale » (p. 352) – vendue comme consensuelle et rationnelle –, dont le portrait doit être complexifié et problématisé. Ce livre vise donc à déconstruire ce système éducatif

à partir de multiples contributions disciplinaires (sciences politiques, sociologie, économie et pédagogie).

L'ouvrage comprend trois parties. La première sur les « enjeux systémiques » met en lumière la diversité des acteurs publics et privés intervenant dans la formation professionnelle et les défis engendrés par leur collaboration. La législation fédérale définit des « lois-cadres » – édictant des objectifs et des principes généraux – qui offrent de grandes marges de manœuvre aux cantons et aux organisations du monde du travail dans la cogestion de la formation professionnelle (chapitre 1). Il en résulte une disparité des offres de formation, relatives aux traditions scolaires ou politiques et aux secteurs industriels spécifiques aux différents cantons (chapitre 2). La Suisse apparaît – en comparaison internationale – comme un système « collectiviste » où les employeurs sont fortement impliqués dans le financement et l'administration de la formation professionnelle (chapitre 3). Cette participation s'explique en grande partie par le fait que la formation d'apprenti-e-s représente un investissement rentable pour les entreprises (chapitre 4). Pourtant, le partenariat public/privé s'avère complexe et des tensions existent quant à la répartition des rôles et des responsabilités – notamment financières – entre les différents acteurs.

La deuxième partie sur les « enjeux sociaux » adopte une perspective sociologique sur la composition du public des formations professionnelles. Les jeunes disposant de moins de ressources

sociales, scolaires et économiques – et particulièrement les garçons – sont bien plus fréquemment dans des formations professionnalisantes qu'en filières générales. Puis, les jeunes issu-e-s de l'immigration et/ou défavorisé-e-s sont plus nombreux-ses dans les apprentissages aux exigences scolaires les plus basses, menant aux métiers moins rémunérés et offrant de faibles possibilités de progression (chapitre 5). Les carrières de formation professionnelle peuvent être également plus longues (redoublement, changements d'entreprise ou échec) et les transitions vers l'entrée sur le marché des places d'apprentissage ainsi que du premier emploi plus chaotiques, pour celles et ceux issu-e-s des couches défavorisées (chapitres 6 et 7). Les filières les moins exigeantes peuvent toutefois représenter des voies de requalification pour les plus vulnérables, auparavant exclu-e-s de la formation secondaire II (chapitre 8). Ces inégalités d'accès se prolongent dans l'enseignement tertiaire professionnel, les étudiant-e-s les moins privilégié-e-s s'orientant davantage vers des cursus moins coûteux et moins prestigieux (École supérieure), plutôt qu'en formation professionnelle de type universitaire (Haute école spécialisée) [chapitre 9]. Le système suisse apparaît dès lors hétérogène, hiérarchisé et segmenté, contribuant grandement à la reproduction de la stratification sociale helvétique.

La troisième partie sur les « enjeux pédagogiques » déconstruit l'idée que les compétences enseignées au sein d'une formation duale – d'un côté par les entreprises et de l'autre par les écoles – circulent et s'articulent parfaitement pour les apprenti-e-s. Les chercheurs et chercheuses étudient les difficultés d'apprentissage éprouvées dans l'application de savoirs théoriques

dans un cadre pratique et inversement. Ils/elles mettent en lumière l'intérêt d'innovations pédagogiques portées par les nouvelles technologies (chapitre 10), puis les différentes conceptions des rôles de chacune de ces sphères (chapitre 11), la diversité des registres interactionnels et des identités mobilisées par les apprenti-e-s, à la fois étudiant-e-s et employé-e-s (chapitre 12) et, finalement, les différents parcours menant à l'enseignement dans le secteur éducatif professionnel ainsi que les identités professionnelles afférentes (chapitre 13).

Cet ouvrage propose un regard complexe mais synthétique sur la formation professionnelle en Suisse. Il donne des pistes de comparaison intéressantes et offre un accès à une bibliographie germanophone peu connue. Néanmoins, en raison de son ambition interdisciplinaire, il présente des contributions de qualité inégale ; certains aspects mériteraient d'être plus développés et d'autres d'être étudiés. Par exemple, qu'en est-il des formations professionnelles privées qui accueillent des jeunes « en marge » et représentent des enjeux financiers très importants ? Ces constats sont à lier à la relative « jeunesse » de ce domaine de recherche encore peu autonome, situé au croisement d'enquêtes sur l'éducation et l'insertion professionnelle. Finalement dans un contexte où l'on désire renforcer la sélectivité à l'université et ségréger davantage l'enseignement supérieur, il est nécessaire de proposer des alternatives éducatives professionnelles plus solides aux fractions dominées, qui pourraient s'inspirer – ou non – du « modèle » suisse.

Anne-Sophie Delval,
docteure en sociologie
à l'université de Neuchâtel



GUÉRANDEL C., MARLIÈRE É., 2017,
Filles et garçons des cités, Presses
universitaires du Septentrion,
Villeneuve d'Ascq, 168 p., 18 €.

Les codirecteurs de cet ouvrage collectif assument leur ambition d'entrée : la somme de connaissances compilées constitue une « action politique de déplacement des lignes de lecture du débat public » (p. 21). Autant ne pas tergiverser lorsque l'on aborde un sujet si polémique, car il s'agit ici d'ouvrir la « boîte noire » (racisée, sexuée et socialement située) de la « jeunesse des cités » et d'en sonder la complexité. Le jeune des cités, souvent réduit dans les discours politiques et médiatiques à un garçon descendant d'immigrés au mode de vie déviant et hyperlocalisé, prend alors tour à tour la forme d'une femme bagarreuse, d'un lycéen en ascension sociale, d'un élu local, d'une sportive ou d'un prévenu au tribunal. En procédant ainsi, les auteurs entendent contribuer à une description sociologique fine de la jeunesse habitant dans les quartiers populaires stigmatisés, complémentaire d'une description des grandes évolutions macroéconomiques et macrosociales affectant le quotidien de ces espaces. Dans une perspective de sociologie critique, cette ambition s'articule logiquement avec une analyse des modes de mise en scène médiatique de la catégorie de « jeunes des cités » et de son effectivité politique, dans le cadre de dispositifs institutionnels et de discours publics qui contraignent la marge de manœuvre des acteurs.

Il s'agit dès lors d'évoluer subtilement entre deux hypothèses : d'une part, l'existence d'une grande hétérogénéité parmi

cette jeunesse des cités, en termes de trajectoires, de pratiques, de représentations ; d'autre part, celle d'une communauté d'expériences qui les unit du fait de leur relative proximité dans l'espace social, et notamment « les mécanismes de domination qui pèsent collectivement sur ces jeunes appartenant aux classes populaires » (p. 20). Pour ce faire, l'ouvrage favorise une approche d'inspiration intersectionnelle qui pense l'articulation des rapports de race, de classe et de genre, de manière dynamique et contextualisée. Les travaux regroupés s'appuient ainsi majoritairement sur des enquêtes ethnographiques locales, et ont en commun d'insister sur la façon dont se déploie parmi et entre les garçons et les filles des cités un ordre du genre inséparable d'un ordre racial et social.

Dans une première partie, les contributions dressent un tableau de la diversité sociologique de la jeunesse des cités. Fabien Truong revient sur deux précédents ouvrages qu'il a publiés pour en tirer des recommandations méthodologiques et analytiques concernant la façon d'appréhender les jeunes des quartiers populaires. Il insiste sur la nécessité de « penser par cas » afin de circonstancier les mécanismes de domination et les formes de stigmatisation qui touchent les garçons et les filles. Cela implique de s'intéresser à la pluralité des scènes sociales (dans et hors de la cité) sur lesquelles ils évoluent et adaptent leurs comportements, faisant preuve de « fortes compétences interactionnelles et dispositionnelles » (p. 34). Cela suppose aussi de saisir leurs trajectoires de façon longitudinale, pour comprendre comment les « petits atouts » (p. 38) peu visibles – expérience, place dans la fratrie, rencontre,

etc. – peuvent engendrer des variations biographiques importantes à moyen et long termes entre des jeunes partageant des origines sociales proches. L'enquête de Pauline Beunardeau, réalisée par observation longue *in situ* dans un collège d'un quartier populaire de Paris, éclaire la façon dont des adolescentes intègrent des dispositions agonistiques. Elle montre comment, au contact de la puissance physique des garçons et de leurs atteintes corporelles répétées, les filles accordent une « importance toujours plus grande [...] aux critères de force et de dureté » (p. 51). Ces dernières adoptent alors des formes de violence spécifiques et distinctes de celles des garçons, qui diffèrent toutefois selon leurs conditionnements sociaux et leurs positionnements dans les rapports de race et de classe. Enfin, l'auteure souligne que ces formes variées de résistance ne sont pas uniquement des stratégies individuelles et que l'on peut y voir « un travail des solidarités de genre » (p. 60). Opérant un déplacement bienvenu hors de France, le travail mené par Perrine Devleeshouwer dans des quartiers populaires bruxellois interroge les discours d'ethnicisation utilisés par des jeunes enfants d'immigrés en réussite scolaire. Garçons comme filles ont recours à des catégories ethniques pour décrire leur environnement local, et notamment jauger les établissements scolaires en fonction des populations qu'ils accueillent. Ces catégories sont aussi mobilisées, dans une forme de « dénigrement latéral » (p. 77), pour décrire les garçons plus relégués (« les teneurs de murs »), reprenant les stéréotypes stigmatisants sur les jeunes d'origine étrangère (« mauvais jeunes », « mauvais musulmans ») pour mieux s'en affranchir. Ces discours font écho à la diversité des situations scolaires

effectives, et agissent alors comme des marqueurs internes de différenciation au sein de cette jeunesse. Elsa Lagier montre comment les expériences de relégation vécues par des jeunes des cités, enfants descendant d'immigrés, peuvent être au fondement d'engagements partisans locaux, à partir de l'exemple d'un homme et d'une femme aux trajectoires politiques proches. Au-delà des clivages partisans, ils partagent la volonté de lutter contre les stéréotypes attachés aux quartiers populaires, même si les jeunes hommes ressentent plus le sentiment de discrimination que les jeunes femmes, du fait de rapports de race et de classe qui leur sont plus défavorables. Combinées à des ressources classiques dans le monde politique (petit capital culturel distinctif, capital d'autochtonie), les expériences du stigmate « peuvent être utilisées de façon stratégique pour gagner du pouvoir dans certaines configurations spécifiques » (p. 93). Toutefois, les femmes souffrent d'un déficit de légitimité, alors que le personnel politique local se méfie moins d'elles que des hommes.

La seconde partie de l'ouvrage insiste sur les effets tangibles de la catégorie « jeunes des cités », dans ses dimensions de genre et de race, sur le quotidien de ceux qui sont ainsi qualifiés. Fatima Khemilat étudie la façon dont les discours politiques et médiatiques façonnent des représentations de « l'altérité radicale » (p. 110) des jeunes hommes et des jeunes femmes des cités. Son approche insiste sur le fait que la domination de classe s'articule avec une lecture ethnicisée et sexuée des comportements, à travers un consensus idéologique d'inspiration féministe. Dans les discours et les représentations (artistiques, pornographiques) se dessine alors un « front

civilisationnel » qui dépeint les banlieues comme des « poches de résistance résiduelles » (p. 106) où seraient circonscrits le sexisme et une sexualité violente, intrinsèquement liés à l'islam. Tout en ethnicisant et en territorialisant la déviance, ce système de pensée permet à ses promoteurs de se dédouaner de tout soupçon de patriarcat et de discrimination. Carine Guérandel décrypte les « stéréotypes de sexe et culturalistes » (p. 123) imprégnant les dispositifs d'intégration par le sport qui émergent dans les années 1980 à destination des jeunes des quartiers populaires. Elle montre que les catégories de pensée qui inspirent les textes officiels obéissent à des objectifs genrés et racisés : occupation du temps libre, développement des valeurs de citoyenneté, canalisation de l'agressivité des garçons ; émancipation et protection des « beurettes » face aux contraintes culturelles, familiales et religieuses supposées. Les acteurs sportifs locaux (clubs, fédérations départementales, pouvoirs publics) reprennent largement à leur compte ces stéréotypes dans leurs actions de prévention et d'insertion par le sport, insistant plus sur l'importance de la pratique sportive émancipatrice des filles que sur des objectifs de mixité et de parité entre garçons et filles des cités. Stéphanie Rubi observe des dispositifs d'accueil pour collégiens temporairement exclus de leurs établissements scolaires et pointe les différences de traitement selon le sexe des bénéficiaires. Ces dispositifs sont analysés comme des tentatives de maintenir l'ordre scolaire face à la submersion de sociabilités juvéniles jugées déviantes. Les comportements sanctionnés – pourtant liés à la dégradation du cadre de vie des cités et à la violence des relations sociales qui y prévalent – sont surtout perçus par les adultes

comme des désordres individuels et traités comme des symptômes liés aux appartenances de race et de genre des jeunes (violences intrafamiliales supposées dans les familles immigrées, déficience du rôle de la mère, etc.). En conséquence, les filles qui intègrent ces dispositifs sont appréhendées comme « difficiles mais [...] toujours "secourables" » (p. 140) davantage que les garçons, bien qu'elles y soient minoritaires. Guillaume Teillet s'intéresse enfin aux interactions qui se donnent à voir lors du « procès d'une bande » dans un tribunal. Il montre que les pratiques répressives se départissent peu de cette catégorie politique qu'est la bande, incarnation idéaltypique de la délinquance juvénile masculine populaire. Le dispositif de l'audience met en scène des jeunes garçons racisés des quartiers d'habitat social « parlés » par des magistrats et des avocates, majoritairement blanches et de classes moyennes. Si cette « géographie des corps » (p. 152) formalise une répression collective coagulant une domination de classe, de race et de sexe, les jeunes sont toutefois en mesure de mobiliser leur origine de classe comme une circonstance visant à atténuer le verdict individuel.

En explorant des processus de racialisation, de hiérarchisation sociale et de différenciation genrée, cet ouvrage éclaire des facettes peu étudiées des expériences, des représentations et des dispositifs institutionnels propres aux jeunes habitants des quartiers populaires. En ce sens, il atteint son objectif de rupture épistémologique visant à nager « à contre-courant des discours politico-médiatiques sur la question des "cités" et donc, de l'idéologie dominante » (p. 163). On peut néanmoins regretter deux « angles morts » dans

cette démarche. Premièrement, les analyses portent de façon marginale sur les pratiques artistiques et les sociabilités extra-scolaires (sportives, de loisirs, associatives, religieuses, etc.), qui constituent pourtant deux pans essentiels du quotidien des jeunes et qui influencent fortement leurs trajectoires sociales ainsi que la construction de leurs représentations. Deuxièmement, si les spécificités de l'ordre social, racial et genré dans lequel sont pris les jeunes de cité sont brillamment dessinées, peu de comparaisons sont menées avec des travaux portant sur la morphologie des rapports de domination dans d'autres régions de l'espace social ou d'autres territoires.

Louis Jésus,
sociologue



IDIER A., 2018, *LGBT+. Archives des mouvements LGBT+. Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Paris, Textuel, 255 p., 39 €

Voici un beau livre dans tous les sens du terme, comme seules les éditions Textuel savent en faire – on pense aussi aux récents ouvrages dirigés par Véronique Blanchard, David Niget ou Mathias Gardet sur l'histoire de la jeunesse¹. Il donne à voir en images un long XX^e siècle de luttes, de revendications et de mouvements LGBT (lesbiens, gays, bi, trans), essentiellement français – ce que le titre pourtant long de cet important et néanmoins très esthétique volume n'indique

pas. Il y est notamment question de visibilité, d'expression publique, d'identité et de subjectivité, de conquérir des droits à la conjugalité et à la parentalité, ou bien encore de l'épidémie du sida vécue de l'intérieur.

À partir de sources privées très diverses (affiches et tracts militants, flyers, petites annonces, publicités, unes de magazines, articles de presse, dessins, photographies notamment érotiques, correspondances, romans, etc.) conservées tantôt dans des institutions publiques tantôt dans des collections privées déposées ou non, le plus souvent peu connues du grand public et encore peu usitées (malheureusement) pour écrire l'histoire (des LGBT+ ou pas), le maître d'œuvre de cet ouvrage, le sociologue Antoine Idier, fait le pari réussi de dresser, à travers l'iconographie commentée, une sociohistoire du militantisme LGBT+ français de la Belle Époque à nos jours. Le choix chronologique, sans doute le plus confortable pour le lectorat, aurait pu faire courir le risque d'une histoire linéaire vers toujours plus de « progrès » dans les « avancées » octroyées aux LGBT. Il n'en est rien. Néanmoins, les cinq séquences chronologiques retenues sont assez convenues (1890-1945 ; 1945-1968 ; 1968-1982 ; 1982- ; 1992-...) et auraient gagné à être davantage questionnées. En quoi 1945 ou 1968 sont-elles des dates intéressantes pour l'histoire des LGBT+ ? La période 1968-1982 est-elle réellement celle d'une « libération radicale » ? Les

1. Blanchard V., Niget D., 2016, *Mauvaises filles. Incorrigibles et rebelles*, Paris, Textuel ; Blanchard V., Gardet M., 2017, *Mauvaise graine. Deux siècles d'histoire de la justice des enfants*, Paris, Textuel.

recherches historiques et sociologiques sur la sexualité ont depuis un certain temps déjà remis en question cette idée d'une « libération » dont on ne sait pas bien ce qu'elle recouvre au fond. Assez logiquement, on notera une focalisation de l'ouvrage sur ces « années 68 », les décennies précédentes pourtant passionnantes restant le parent pauvre de cette histoire encore à écrire. De la même manière le sigle « LGBT » paraît à la fois insister sur la pluralité, mais peut aussi conduire à essentialiser les parcours et les trajectoires. Toutefois, ce livre montre bien qu'il s'agit d'un mouvement hétérogène aux identités multiples, traversé par des tensions parfois irréconciliables. Certaines sources particulières font l'objet d'un focus, où elles sont commentées de manière toute personnelle par les 18 militants et universitaires conviés à participer à cet ouvrage. On apprend ainsi que le mouvement trans se dote d'une association, l'Aide aux malades hormonaux (AMAHO), dès 1965 (p. 108), avant même la création du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), dont on parle trop souvent de façon hagiographique comme étant l'alpha et l'oméga du militantisme LGBT+, et qui de ce fait a la fâcheuse tendance à invisibiliser les lesbiennes, les bi, les trans, et tous les autres qui ne se reconnaissent pas dans cette classification. À l'inverse, pour la période plus contemporaine, on regrettera une invisibilité des gays – une fois n'est pas coutume –, autour de la question de la gestation pour autrui, absente du livre, et pourtant véritable sujet de société depuis les années 1980 [d'abord chez les hétérosexuels, il est vrai] et lieu de lutte pour faire et redéfinir (la) famille, alors même que la procréation médicale-assistée et la lesboparentalité sont abordées en fin d'ouvrage comme des

« avancées ». La gestation pour autrui ferait-elle « tâche » au sein de la mouvance LGBT+ au point de devoir la taire ? Toujours est-il que dans un pays où les lieux de mémoire LGBT+ ne sont pas légion, à l'inverse de la plupart des autres pays occidentaux, en dépit des engagements électoraux pris depuis près de vingt ans notamment par la Ville de Paris au sujet de la création d'un centre d'archives et de documentation LGBT+ dans la capitale, ce livre salutaire dans cette lutte pour un ou des lieux accessibles au public (chercheur-se-s et autres curieux) vient rappeler la nécessité de recourir aux archives pour écrire l'histoire. Mais pas n'importe quelle histoire. Une histoire faite à partir du point de vue des « minoritaires », comme le rappelle Idier, afin que cette mise en récit ne soit pas une histoire par et pour les « majoritaires » (p. 6). Archiver, c'est trier, c'est sélectionner ce qui apparaît intéressant à une époque, c'est donc détruire aussi. J'ai personnellement été confronté à cet état de fait en travaillant dans les fonds judiciaires des archives départementales de Paris. Des documents intéressants sur les attentats aux mœurs ont naguère été détruits. Ils apparaissaient alors comme peu utiles aux historien-ne-s, ou redondants. Sans doute se joue-t-il ici une lutte entre le désir – illusoire – d'exhaustivité de l'historien-ne et le nécessaire travail de l'archiviste. Qu'est-ce qui fait qu'un document administratif devient une archive ? Qu'est-ce qui finalement fait archive ? Car l'archive ne naît pas archive, elle le devient. Elle est le fruit d'un certain contexte historique. Ce questionnement traverse l'ouvrage d'Idier, même si l'essentiel de sa réflexion théorique sur le sujet se trouve dans sa passionnante introduction « Absences, silences et politique de l'histoire ». Faisant écho

à ce qu'il écrit lui-même sur son ouvrage qu'il qualifie d'« inventaire en négatif », reste en effet à mener un autre projet, plus exhaustif, même s'il est impossible de l'être parfaitement sur un sujet aussi vaste et transversal : celui d'un guide des sources LGBT+. Moins glamour certes que ce beau livre, il n'en reste pas moins essentiel pour encourager encore et toujours les jeunes chercheur-se-s à l'écriture d'une histoire des LGBT.

Enfin, à la lecture de l'ouvrage, on se questionnera sur l'histoire des LGBT+ anonymes, sur la réception et la réappropriation par ces « gens ordinaires » de ce sigle. Précisément, les archives associatives ou autobiographiques ne conduisent-elles pas à occulter bien souvent les gens ordinaires qui parlent et écrivent peu ? Celles et ceux de classes populaires, davantage présents dans les archives publiques (policières ou judiciaires par exemple). C'est à partir d'archives judiciaires de l'Éducation surveillée, une institution certes de contrôle social de la jeunesse populaire, que j'ai ainsi pu esquisser une histoire des jeunes gays parisiens des Trente Glorieuses². Au même titre que s'écrit maintenant une histoire « par le bas » des jeunes et des enfants, et non plus seulement une histoire de l'enfance et de la jeunesse – il en est de même en sciences sociales avec les travaux se revendiquant des *childhood studies* –, le temps des lesbiennes, des gays, des bi et des personnes trans ordinaires est venu. Non plus seulement une histoire militante ou une histoire des militant-e-s. Bien sûr, l'individuel et le collectif s'entremêlent, comme les

normes, les discours, les représentations et les pratiques. L'histoire culturelle l'a fort bien démontré, mais l'historiographie met bien en évidence aujourd'hui l'intérêt de cette histoire « par le bas ». La question n'est donc pas seulement de savoir qui écrit l'histoire des LGBT+ – et c'est heureux qu'elle ne soit plus seulement le fruit des « majoritaires », de celles et ceux qui livrent d'ordinaire les récits officiels –, mais aussi de savoir si elle inclut tous les LGBT+, notamment celles et ceux des classes populaires, probablement majoritaires en nombre, mais certainement pas en visibilité.

Régis Revenin,
historien, maître de conférences,
université de Paris, CERLIS/CHS.



LEGOIS J.-P., ALAIN MONCHABLON A., MORDER R., 2018, *Étudiant-e-s en révolution ? Sois jeune et tais-toi*, Paris, Syllepse, 154 p., 10 €

L'ouvrage de Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon et Robi Morder s'attache à redonner vie au fourmillement politique et théorique occasionné en mai 1968 par l'un des plus grands mouvements sociaux qu'ait connus la France. Basé sur des archives très détaillées, il se donne pour but de poursuivre de manière synthétique un ensemble de travaux élaborés depuis plusieurs années dans le cadre de la mission Centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants (CAARME) devenue Cité des mémoires (p. 7), qui visent

2. Revenin R., 2015, *Une histoire des garçons et des filles. Amour, genre et sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire.

tous à redonner vie à ce que furent les « années 68 » du point de vue des étudiants. Comme le résumant les auteurs, le but de cet ouvrage est de livrer une vision pédagogique, accessible mais non moins riche du Mai 68 des étudiant-e-s qui en ont été des acteurs plus que marquants (p. 8). Ce travail s'organise selon un plan chronologique qui vise à rendre compte de l'avant, du pendant et de l'après Mai 68 des étudiants.

Dans un premier chapitre, sont étudiées les prémices de Mai 68 et la façon dont depuis 1962 un ensemble de mouvements et de manifestations étudiants se sont articulés pour donner lieu à cet événement d'ampleur majeure. Les auteurs piochent ainsi dans une littérature scientifique abondante pour expliquer ce point d'aboutissement, en suivant le Bourdieu de *La Reproduction* et d'*Homo academicus*, comme le produit d'une crise des débouchés universitaires pour les enseignants et une dégradation des conditions d'enseignement pour les étudiants (p. 15). Cette crise intervient principalement pour des raisons démographiques. Deux facteurs expliquent en effet l'augmentation des effectifs étudiants qui n'ont que peu à voir, selon les auteurs, avec le baby-boom des années 1945 : « l'extension de la scolarisation dans le secondaire » et « l'allongement de la durée des études supérieures » (p. 16). Les analyses de Bourdieu et Passeron ont même, à en croire les auteurs, joué un rôle non négligeable dans l'irruption du mouvement (p. 40-41).

Dans un deuxième chapitre, les auteurs tentent de mettre de l'ordre dans la profusion que désigne à juste titre ce pluriel « des événements » de Mai 68... Entre assemblées générales, scissions, manifestations, création de syndicats enseignants, lien entre université et projet de société plus global (p. 70),

les auteurs décrivent avec minutie la recomposition du monde étudiant et son engagement dans les événements. Deux grands phénomènes distincts sont traités : d'une part la façon dont le mouvement étudiant a tenté de recomposer le paysage universitaire (p. 55-68) que les auteurs dénomment « la commune étudiante universitaire », et d'autre part, et de manière non moins importante, la façon dont le mouvement étudiant a développé une action intrinsèquement politique que les auteurs résumant sous la dénomination « commune étudiante politique » (p. 69-78). Les liens avec le mouvement ouvrier de Mai 68 sont peu mis en avant même si certaines actions symboliques sont évoquées, comme lorsque les syndicats ouvriers appellent à une journée de grève en solidarité avec l'occupation de l'annexe Censier de la Sorbonne le 11 mai.

Le troisième chapitre vise à élargir la perspective en montrant les conséquences à moyen terme de Mai 68 sur le monde étudiant. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, et bien que les syndicats y aient pris une place majeure, la période qui suit est particulièrement difficile. C'est en effet à un « paysage multipolaire » que donne lieu l'après-68 avec la fragmentation et l'émergence d'un grand nombre de structures étudiantes (p. 116), l'éclatement d'un syndicat anciennement dominant, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), qui ressort paradoxalement affaibli de cette période (p. 104). Cela aura notamment pour conséquence de favoriser une hétéronomie des syndicats étudiants, obligés de partir à la recherche de soutiens politiques (p. 107-110).

Ce court ouvrage représente donc un instrument d'une richesse indéniable pour qui désire se représenter l'effervescence, à tous les niveaux, que les

événements de Mai 68 produisirent sur le monde étudiant de gauche (les rivalités avec les syndicats étudiants de droite sont étudiées), notamment dans la façon dont les syndicats étudiants qui en constituaient les institutions principales ont joué un rôle de première importance. Une érudition impressionnante s'en dégage, permise par un travail d'archive très poussé qui vient donner sens à un ensemble de données originales et suggestives. Cette attention au détail s'explique par le parti-pris résumé en annexes d'accorder une grande importance à l'archive, notamment étudiante, dans une perspective de revalorisation du mouvement étudiant qui, n'étant pas un « pouvoir », devrait se dénommer selon les auteurs « acra(tie)chivistique » (p. 134), pour désigner le fait de s'intéresser à ces institutions généralement délaissées que sont les associations étudiantes – qui ne disposent pas des moyens en temps et en ressources pour entretenir ce passé –, et de les rendre accessibles au grand public.

Si l'objectif et la délimitation de son périmètre d'investigation sont affirmés dès le début de l'ouvrage, on pourra être surpris en revanche du peu d'attention porté au niveau individuel, qui aurait pu facilement être reconstitué par quelques focus, entretiens ou portraits de militants ayant connu un parcours particulièrement marquant (et non forcément les quelques figures que l'Histoire a retenues). Les auteurs accumulent parfois des détails à première vue anecdotiques sur des scissions entre sous-courants étudiants, qui peuvent faire perdre le fil d'un travail se voulant avant tout pédagogique et militant. Là réside peut-être le principal écueil de l'ouvrage qui en visant l'exhaustivité des différentes associations

d'étudiants néglige au passage l'étude des trajectoires de ceux qui ont, par exemple, vu dans ces événements un tremplin social et politique, ce qu'un sondage d'ailleurs peu conclusif repris par les auteurs et portant sur les visions des étudiants de l'époque, ne permet pas de compenser (p. 20). Sur le modèle de l'article « Étudiants en fast-food » (Vanessa Pinto *et al.*, 2007) qui s'attachait en un double sens aux étudiants travaillant dans un fast-food pour payer leurs études mais qui, pour un certain nombre de raisons, finissent par voir celui-ci prendre une place plus importante que l'université jusqu'à arrêter leurs études pour y prendre un poste à plein temps, *Étudiant-e-s en révolution* aurait pu approfondir le jeu de mots de son titre en montrant par exemple en quoi Mai 68 a constitué un cursus original qui a apporté à une génération d'étudiants une formation à la fois pratique et théorique à la politique et au militantisme dont un semestre universitaire classique les aurait privés. Cela ne constitue cependant en rien un plaidoyer pour un « retour à l'acteur » et nul doute que les institutions « méso » que forment ces associations étudiantes constituent la focale permettant de rendre compte avec le plus d'acuité de certains des enjeux principaux de Mai 68. Le détour par l'archive, si l'on pense à l'étude magistrale de Carlo Ginsburg dans *Le Fromage et les Vers* (1976), peut en tout cas également redonner vie sous une autre forme et de manière complémentaire à ces événements et seront peut-être abordés dans de futures publications de ce collectif de travail prolifique.

Victor Collard,
docteurant en sociologie, EHESS



SCHÜTZ G., 2018, *Jeunes, jolies et sous-traitées : les hôtessees d'accueil*, Paris, La Dispute, 244 p., 22 €

« Votre sourire, faites-en un métier ! » Derrière ce slogan publicitaire d'une agence de recrutement d'hôtessees d'accueil se cache toute l'ambivalence d'un « salariat d'apparat », classé parmi les emplois non qualifiés. Plus que de simples « potiches » ou « plantes vertes », les hôtessees d'accueil sont fréquemment surqualifiées, maîtrisent une langue étrangère, peuvent rationaliser des tâches et converser dans un langage soutenu. Ce métier présente une configuration triangulaire où les agences de recrutement – les prestataires – emploient des hôtessees, en CDD ou à temps partiel, qu'ils placent chez des clients pour de brèves « missions ». À l'heure où la femme s'affranchit et où les inégalités professionnelles entre hommes et femmes tendent à disparaître, il semble désuet de continuer à croiser ces femmes en jupe-tailleur près du corps, chignon laqué et maquillage prononcé, arborant un grand sourire, du haut de leurs escarpins, pour respecter un standard – politiquement correct – de « bonne présentation ». Souvent jeunes, elles incarnent une image stéréotypée de la féminité, à la fois douces, réservées, maternantes et discrètes, les amenant, de fait, à louvoyer lorsqu'un public masculin peut s'avérer incommode. C'est ce qui interpelle l'auteurice de cet ouvrage, lorsqu'elle est amenée à travailler comme hôtesse d'accueil pendant ses études. Le champ de recherches est vierge et présente le double intérêt théorique du genre au travail et de l'externalisation de la prestation de service. Cela

conduit Gabrielle Schütz à se saisir de cet objet d'étude pour sa thèse de doctorat dont découle cet ouvrage inédit et complet.

Elle s'intéresse aux tenants du métier (chapitre 1), dont l'étude des origines est éclairante, tant son évolution depuis les années 1950 est minime (chapitre 2). Elle cherche à connaître les hôtessees et leur appropriation de leur métier (chapitre 4), leurs supérieures hiérarchiques, qui sont également des femmes (chapitre 5), ainsi que les particularités et difficultés d'une prestation de service externalisée (chapitres 3 et 6). Pour ce faire, la chercheuse mobilise une méthode et des données rigoureusement exposées. Entre 2003 et 2009, elle a combiné des observations directes, des immersions et une enquête de terrain approfondie ; elle a travaillé comme hôtesse, effectué des stages aux sièges des prestataires, étudié les courriers de réclamation des clients, observé les hôtessees sur leur lieu de travail, et réalisé 85 entretiens. Elle a également mené une étude statistique à partir du fichier d'une agence regroupant 659 hôtessees, afin de faire émerger les caractéristiques sociodémographiques de celles-ci ainsi que leur usage de cet emploi. En outre, grâce à un travail d'archive à partir de revues spécialisées, elle a pu conduire une étude sociohistorique de l'accueil et de son externalisation.

Le développement du métier d'hôtesse dans les années 1950 est concomitant de la prise de conscience de l'importance des « relations publiques de l'entreprise ». L'hôtesse d'accueil récupère des tâches effectuées auparavant par des hommes et devient une « vitrine de l'entreprise ». On attend d'elle des qualités de « parfaite maîtresse de maison » pour rendre l'entreprise plus chaleureuse et humanisée. De plus, la présence ou non d'hôtessees permet

de « réassurer la hiérarchie sociale », car, selon leur statut, les visiteurs sont accueillis et traités différemment. Une appréciation purement esthétique est un critère *sine qua non* à l'embauche et Gabrielle Schütz révèle l'ambivalence du discours entourant le recrutement des hôtesse, qui oscille entre la valorisation de certaines compétences et la mise en avant d'un « don naturel ». Or, rendre un métier naturellement féminin permet d'effacer les compétences requises et évite ainsi d'associer l'accueil à des tâches qualifiées ouvrant droit à des salaires supérieurs. Dès lors, il est important de souligner que, souvent, les hôtesse ont suivi, ou suivent encore, des études supérieures, ce qui leur confère des compétences langagières, des aptitudes à l'application ou à la rationalisation utiles dans cet emploi. Les qualités intrinsèques à la féminité sont mises en doute lorsque des hôtesse justifient le caractère professionnel de leurs tâches en ce qu'elles doivent jouer un rôle, une « contraignante mise en scène », aussi peu naturelle pour ces jeunes femmes que pour les hommes qui les précédaient dans ces mêmes fonctions dans les années 1950. S'intéresser aux « compétences dites féminines » n'est pas quelque chose de nouveau. Néanmoins, il est intéressant d'étudier en parallèle l'effet de l'externalisation qui vient renforcer cette « naturalisation des compétences féminines ». En effet, la perception du métier d'hôtesse comme peu complexe est accentuée par le fait qu'il soit externalisé. Gabrielle Schütz souligne que « la perception de la qualification d'un travail résulte d'un rapport social », une théorie classique en sociologie du travail.

L'externalisation, phénomène emblématique d'un « salariat libéral », offre aux clients économies et flexibilité. Cette

relation de travail triangulaire éloigne physiquement les hôtesse des prestataires. Il peut s'ensuivre qu'une hôtesse considère le client comme son patron réel ou que le client s'immisce dans le lien unissant le prestataire à l'hôtesse. L'externalisation engendre une confusion des rôles dont pâtissent les hôtesse. Cependant, leur situation précaire et la faiblesse de leurs perspectives d'évolution ne sont pas appréhendées de la même manière selon l'usage qu'elles font de leur travail. L'autrice distingue alors les hôtesse « professionnelles » de celles dites « de passage » ou « en transit ».

Ainsi, cet ouvrage richement documenté révèle une sombre « manière dont la féminité, la jeunesse et la beauté sont mises au travail ». Il serait désormais intéressant d'étudier l'impact produit sur ces jeunes femmes par cette entrée particulière sur le marché du travail.

Eliabel Agard,
doctorante au LAMES, UMR 7305,
CNRS, Aix-Marseille université